



Sylvie Le Clec'h, Christian Oppetit et Serge Wolikow (dir.)

Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943) Nouveaux outils, nouvelles archives

Publications des Archives nationales

Communisme et antifascisme (1922-1935) : l'apport d'archives croisées

Gilles Vergnon

Éditeur : Publications des Archives
nationales
Lieu d'édition : Pierrefitte-sur-Seine
Année d'édition : 2015
Date de mise en ligne : 24 février 2016
Collection : Actes



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

VERGNON, Gilles. *Communisme et antifascisme (1922-1935) : l'apport d'archives croisées* In : *Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943) : Nouveaux outils, nouvelles archives* [en ligne]. Pierrefitte-sur-Seine : Publications des Archives nationales, 2015 (généré le 25 février 2016). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/pan/680>.

Ce document a été généré automatiquement le 25 février 2016.

Communisme et antifascisme (1922-1935) : l'apport d'archives croisées

Gilles Vergnon

- 1 Jusqu'à récemment, l'antifascisme, à la différence d'autres modes de « mobilisation négative », tels l'anticléricalisme, l'anticommunisme, l'anticolonialisme, mais aussi l'antigaullisme, n'avait pas fait l'objet d'une étude synthétique¹. Il est pourtant, spécialement dans les années 1934-1938, un constituant majeur de l'identité politique des gauches communiste et socialiste et le demeure après 1945, sur un mode à la fois mineur et intermittent (mobilisations contre le RPF gaulliste, contre le poujadisme, contre l'OAS et les « ultras » de l'Algérie française, enfin, bien sûr, contre le Front national). La relation entre communisme et antifascisme, quand le PCF était la « section française de l'Internationale communiste » (1921-1943), a cependant fait l'objet de nombreuses publications, qui abordent généralement cette question sous deux angles. On peut l'aborder « par en haut », à la suite d'Annie Kriegel qui, dans un célèbre article publié en 1990 dans la revue *Commentaire*, faisait de l'antifascisme le « mythe stalinien par excellence » et, du coup, de l'Internationale communiste et de ses partis, en particulier le PCF à partir de 1934-1935, la force motrice de l'antifascisme². Pour elle, l'antifascisme communiste était, à la fois, un concept « à géométrie variable », rangeant dans le camp adverse des forces plus ou moins larges, un « concept fusionnel », subsumant sous la dénomination de « fascistes » les fascistes italiens et les nazis allemands, mais aussi l'ensemble des Ligues françaises et même des droites autoritaires en Europe, de Horthy à Salazar et, enfin, un « concept à éclipses », abandonné d'un tour de main après le pacte germano-soviétique d'août 1939, avant d'être remobilisé après juin 1941. Dans cette optique, la recherche va, s'appuyant sur l'ouverture des fonds d'archive russes, s'attacher aux processus décisionnels dans les sommets dirigeants de l'URSS, de l'Internationale communiste [IC] et du Parti communiste français [PCF], que ce soit pour s'inscrire dans la problématique posée par Annie Kriegel ou, à l'inverse, pour la nuancer sérieusement³.
- 2 Dans une autre approche, par « en bas », qui n'est bien sûr pas antithétique à la précédente, on s'intéressera davantage à la généalogie de l'antifascisme, à l'éventail des

forces politiques qui le portent et entendent parler en son nom, à ses énoncés politiques et ses formes de mobilisation, à sa capacité à « faire société ». Ce détour par « en bas », qui s'intéresse plus aux pratiques politiques, aux registres de discours qu'aux processus de décision, permet d'ailleurs de reposer d'une autre manière, avec la prise en compte des autres forces politiques et une base documentaire plus large, la question de la relation entre antifascisme et communisme. Cette démarche, que nous avons tenté de mettre en œuvre, a mobilisé des ressources documentaires issues de plusieurs fonds d'archives, de nature et d'origine diverses. Mentionnons en premier lieu, dans les fonds rapatriés de Moscou à Paris, le fonds de la Ligue des droits de l'homme [LDH], conservé à la BDIC de Nanterre⁴. Ces dossiers, au moins pour une partie d'entre eux, intéressent non seulement l'étude de la LDH comme telle, mais comme poste d'observation sur l'ensemble des gauches et comme ferment unitaire au sein de celles-ci⁵. Il s'agit en particulier des cartons 38 et 39, qui rassemblent une importante documentation sur le Rassemblement populaire, en particulier la correspondance du Comité national du Rassemblement avec les comités locaux, des cartons 40 à 44, qui regroupent 76 dossiers sur les réunions publiques tenues de 1934 à 1939 par la LDH et/ou ses partenaires (lettres d'invitation, tracts, plan de parcours des défilés) et des cartons 67 à 70 (associations antifascistes, pacifistes et politiques). Gilles Morin, que nous tenons à remercier ici, nous a communiqué des documents issus de ses recherches dans les fonds de la Sûreté nationale conservés aux Archives nationales, en particulier l'enquête sur les Ligues politiques, diligentée en juin 1935 par le ministère de l'Intérieur⁶.

- 3 Par ailleurs, on ne peut négliger des sources plus classiques, mais incontournables pour toute recherche en histoire contemporaine : les fonds d'archives de la préfecture de Police [APP] et des Archives nationales (fonds du ministère de l'Intérieur, sous-série F/7), la presse éditée par les partis et groupements de gauche, non seulement nationale (*L'Humanité*, *Le Populaire*, les *Cahiers des droits de l'homme*, *Esprit*, *Europe*, etc), mais aussi départementale, voire locale (en particulier les hebdomadaires publiés par différentes fédérations de la SFIO - *Le Droit du peuple* à Grenoble, *La Volonté socialiste* à Valence, *L'Avenir socialiste* à Lyon - ou les régions du PCF, *Le Travailleur alpin*), les archives départementales dont nous avons exploré les fonds (série M pour les rapports de police), au moins pour le sud-est de la France (Ardèche, Ain, Drôme, Isère, Rhône, Vaucluse), sans oublier les fonds de l'ex-Institut de recherche marxiste [IRM], consultés avant leur transfert aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis (procès-verbaux des organismes de direction du PCF) et de l'Office universitaire de recherche socialiste [OURS].
- 4 C'est en s'appuyant sur ces sources croisées que nous allons nous attacher à mettre en lumière le rôle bien différencié des communistes, d'abord dans une protohistoire de l'antifascisme au cours des années 1920, puis, à partir de février 1934, quand l'antifascisme est un élément déterminant du rapprochement, puis de l'unité des gauches dans le Front populaire.

1922-1926, le rôle majeur des communistes dans l'acculturation de l'antifascisme en France

- 5 Le mot « antifascisme » comme le substantif « antifasciste » sont couramment utilisés à partir de 1921-1922 par la presse française, tous courants confondus, pour désigner les activités des opposants italiens à Mussolini, en Italie comme en France, quand ils y séjournent ou s'y sont réfugiés. *L'Humanité* dénonce ainsi, en novembre 1922, quelques

jours après la « marche sur Rome », la police française qui traque à Nice les « antifascistes » pour « les livrer aux partisans de Mussolini »⁷. Mais, si cet usage banalement descriptif n'a rien d'exclusif, l'Internationale communiste se distingue en faisant, dès 1922, de l'« antifascisme » un registre de mobilisation à part entière, en concomitance avec l'institution dans son *corpus* d'analyses d'un « fascisme » défini comme une catégorie à la fois générique et transnationale, rassemblant pêle-mêle l'Action française (le « fascio du Roy » selon Albert Treint⁸), le président de la République Alexandre Millerand, dont on fustige le « mussolinisme millerandesque »⁹, les nazis naissants (Hitler est le « Mussolini allemand »¹⁰) ou les anciens combattants de l'*American Legion* aux États-Unis. Cet usage extensif du « fascisme » est loin d'être l'apanage des communistes, puisqu'on le retrouve alors tant dans la presse « modérée » que chez les socialistes, qui parlent de « fascisme hongrois » ou espagnol, à propos des régimes de l'amiral Horthy ou du général Primo de Rivera¹¹. Ce qui est propre aux communistes, c'est de dresser, en face de ce « fascisme », un registre de discours et de mobilisation autour de l'antifascisme.

- 6 L'antifascisme, c'est d'abord l'usage d'un vocabulaire (se proclamer *antifasciste*, lutter au nom de l'*antifascisme*), que les communistes sont alors les seuls à manier à cette échelle. À compter de l'été 1924, dans le contexte d'un durcissement de l'opposition des droites au gouvernement du Cartel des gauches, *L'Humanité* multiplie les appels à lutter contre le « fascisme international », le « fascisme français » ou le « fascisme » tout court, convoque à de « grandes manifestations antifascistes », comme celle du 22 juin 1924¹². L'antifascisme, c'est aussi une pratique politique spécifique, qui autorise, face à un tel adversaire, la constitution de formations paramilitaires, à l'image du *Rotfrontkämpferbund* créé par le KPD. Les groupes de défense antifasciste [GDA] et les Jeunes gardes antifascistes [JGA] sont mis sur pied en janvier 1926, à partir de l'ARAC et des Jeunesses communistes. Organisés en « brigades » (d'une centaine d'hommes chacune), en « trentaines » (composées chacune de 26 hommes, d'un chef, d'un adjoint et de 2 agents de liaison), en « groupes » (comptant chacune 12 hommes et un chef) et en « équipes » (riches de 6 hommes, dont un chef), portant veste et culotte kaki, bérets basques, cannes et insignes, GDA et JGA doivent mener la « lutte directe contre la bourgeoisie » et organiser l'« autodéfense prolétarienne »¹³.
- 7 Enfin, l'antifascisme communiste se décline dans des dispositifs d'alliance « fermés » ou « ouverts », selon les variations de l'orientation de l'Internationale communiste. En 1924-1925, suivant l'orientation définie au V^e congrès de l'IC (juin-juillet 1924), le PCF pratique ainsi un antifascisme « fermé », qui restreint à l'extrême le champ des alliances et, à l'inverse, ouvre à l'extrême la définition de l'adversaire : c'est le temps du fascisme « herrioroïde » (*sic*), des chefs cartellistes « alliés du fascisme »¹⁴ et de squelettiques « comités antifascistes d'unité prolétarienne »¹⁵. À l'inverse, en 1926-1927, dans le cadre d'une inflexion de l'orientation internationale, qui coïncide en France avec la création par Georges Valois du Faisceau (11 novembre 1925), et d'un usage accru de la rue par la Fédération nationale catholique [FNC] du général de Castelnau, qui mobilise contre la politique laïque du Cartel, le PCF pratique un antifascisme plus ouvert et rassembleur, dont les proclamations dessinent par anticipation le profil d'un « Front populaire » avant l'heure. Ainsi, l'ordre du jour adopté à l'issue d'un meeting à Vienne (Isère) en avril 1926, rassemblant communistes, socialistes et radicaux, ne déparerait pas, sans mention de sa date, les « Heures ensoleillées du Front populaire » :

« Les Viennois de toutes nuances politiques de gauche, réunis au théâtre municipal à l'appel des Anciens Combattants républicains, saluent les nobles victimes de la réaction à travers le monde en France, en Hongrie, dans les Balkans, en Italie, et s'inclinent respectueusement devant la mémoire de Matteotti et Amandola (*sic*), affirment très hautement leur désir de défendre par tous les moyens les conquêtes matérielles et morales de la démocratie et la liberté humaine dont le fascisme est actuellement le plus dangereux adversaire »¹⁶.

- 8 Mais, si l'on veut porter un regard d'ensemble sur cette période, l'antifascisme communiste, rejoint dans un second temps par des discours antifascistes concurrents (sans que la terminologie ne soit réellement employée), proposés par les socialistes, voire les radicaux, spécialement par la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste [LAURS]¹⁷ dans la jeunesse étudiante, ne trouve guère d'écho et ne provoque pas de cristallisation politique pérenne. Cela tient bien sûr au contexte politique des années 1920. La première flambée antifasciste coïncide avec l'apparition d'un premier « fascisme d'importation », avec le Faisceau de Georges Valois, et l'opposition aux gouvernements du Cartel de droites, qui découvrent ou redécouvrent l'arène de la rue. Mais le Faisceau est dissout en 1928 par son fondateur et la FNC entre en relatif sommeil après le retour de Raymond Poincaré aux affaires à l'été 1926. Plus largement, il n'y a pas en France d'« effet Mussolini » comparable à ce que sera l'« effet Hitler » à compter de 1932-1933. Enfin, dans un pays victorieux où la démobilisation des esprits se fait par palier successif¹⁸, la mise en avant, par un parti tout de même issu de la tradition des gauches, d'éléments paramilitaires ou « soldatiques »¹⁹, qui plus est importés d'outre-Rhin, ne peut guère rencontrer d'écho durable, même parmi les militants. Une note de police rendant compte, le 4 juin 1926, d'une réunion du service d'ordre de l'ARAC, quelques jours après leur « montée » au mur des Fédérés « au pas cadencé », signale ainsi l'expression de militants qui « n'aiment pas » le port de l'uniforme ou considèrent que le port de la chemise bleue (qui remplace le kaki, faute de toile adéquate, selon les responsables) est « mal choisi », car il les confond avec leurs ennemis du Faisceau ou des Jeunesses patriotes²⁰. Pour autant, si l'offre politique antifasciste émise par les communistes ne rencontre pas de vraie demande sociale, elle permet la diffusion, même à une échelle restreinte, d'un vocabulaire et d'un registre de discours et de pratiques.

Quand l'antifascisme fait société : quelle place pour les communistes ?

- 9 La cristallisation à une échelle de masse de l'antifascisme en France date, on le sait, des « journées républicaines » du 7 au 12 février 1934, celles-ci révélant à la fois le poids d'une culture républicaine fortement enracinée sur le long terme et l'impact conjugué sur le court terme de l'émeute ligueuse du 6 février et de la peur du III^e Reich instauré un an auparavant. Mais l'étude des ordres du jour adoptés par acclamation, comme c'est alors l'usage, par les manifestants montre la domination écrasante de textes de contenu « jaurésien », qui entendent lier défense du principe républicain et perspective de la République sociale, au détriment de textes « républicains » *stricto sensu* portés par les radicaux, qui mettent l'accent sur la stricte défense des institutions républicaines et la protestation contre la démission du cabinet Daladier, et de textes Kominterniens ou purement « classistes » portés par les communistes²¹.

- 10 L'idéal-type de ce qui est voté et acclamé dans ces journées est bien représenté par le texte adopté à Marseille :

« Le peuple marseillais épris de liberté, répondant en masse à l'appel des organisations ouvrières, déclare que plus que quiconque la classe ouvrière exige que soient poursuivis sans répit et impitoyablement frappés les bandits de l'épargne et du crédit public, mais il ne saurait admettre que les récents scandales soient exploités par les bandes fascistes pour justifier une agression contre la République... Le peuple marseillais entend dire au gouvernement quel qu'il soit que Paris n'est pas la France entière ; il approuve la grève générale décrétée par la CGT et considère ce mouvement comme le dernier avertissement aux tenants de la dictature. Il se déclare prêt à défendre par tous les moyens les conquêtes du prolétariat et à opposer aux tentatives d'instauration du fascisme la volonté inébranlable d'une classe ouvrière éprise de liberté ».

- 11 À l'inverse, on ne trouve que peu d'exemples de ce type de texte, adopté à Montluçon (Allier) le 12 février 1934, dont se prévaut Adrien Langumier pour affirmer que « la manifestation... fut entièrement sous notre direction » :

« Les travailleurs de Montluçon, réunis le 12 février, acclament le front unique de lutte qui a permis de réaliser la grève générale à 100 % dans la localité. En saluant ce résultat magnifique, ils s'engagent à conserver l'unité d'action, soudée dans la bataille contre le fascisme sanglant, pour arracher demain leurs multiples revendications.

À cette manifestation d'aujourd'hui, ils donnent comme objectifs :

- la dissolution des ligues fascistes ;
- le départ immédiat du gouvernement anti-ouvrier d'union nationale ;
- l'arrestation de Chiappe et la dissolution du corps de la police parisienne dévouée au fascisme.

Ils se séparent aux cris de « À bas la dictature sanglante du capital », « Vive le gouvernement ouvrier et paysan », « Vive l'action commune révolutionnaire des ouvriers »²².

- 12 L'antifascisme, du moins quand il parvient à « faire société », naît au point de rencontre entre une « Grande Peur » des républicains²³ et une offre politique structurée par une culture républicaine et socialiste. Il n'est donc, à sa seconde et véritable naissance de 1934, ni une invention communiste, ni ne relève de la politique communiste du moment. Des cadres régionaux du PCF le reconnaissent, relevant, comme Charles Doucet, secrétaire de la région Drôme-Ardèche, la « disparition complète de la région communiste dans les événements qui se sont déroulés entre le 5 et le 12 février » ou avouant, comme le responsable de la région de Clermont-Ferrand que le rassemblement du 11 dans la capitale auvergnate fut « avant tout l'œuvre de la CGT »²⁴. D'autres responsables s'expriment dans le même sens au comité central du 14 mars 1934, regrettant comme François Billoux qu'à Port-Saint-Louis, dans l'agglomération marseillaise, un tract affirme vouloir défendre les « institutions républicaines », alors que la CGTU est majoritaire chez les ouvriers du port ou, comme Paul Weigel, responsable du rayon communiste de Mulhouse, que, dans sa ville, le rayon ait refusé d'afficher un placard de la CGTU, dénonçant la « trahison » des socialistes²⁵.

- 13 Nettement marginalisé en février 1934, au sein d'un antifascisme qui se cristallise autour de contenus « jaurésiens », le PCF parvient néanmoins à inverser partiellement la tendance au printemps, dès avant le pacte d'unité d'action du 27 juillet avec la SFIO. La fin de l'hiver et le printemps 1934 sont en effet marqués par l'éclosion, un peu partout dans le pays, d'une nébuleuse de comités qui, sous des vocables divers (comités de « vigilance », d'unité antifasciste, de « défense républicaine », etc), mobilisent un tissu militant important²⁶. Dans les petites communes, ces comités intègrent en général toutes

les gauches, des radicaux aux communistes, qui s'intègrent ainsi dans la grande famille des gauches françaises, où ils occupent la place de l'extrême-gauche. Dans les communes plus importantes se concurrencent souvent « comités antifascistes », impulsés par les communistes, et comités de « Front commun » ou de « vigilance », où se retrouvent socialistes, radicaux et CGT. Dans la concurrence avec les socialistes, qui détiennent l'avantage initial d'occuper une posture politique homogène au contenu de l'antifascisme apparu en février, le PCF dispose, avec le mouvement Amsterdam-Pleyel, apparemment indépendant du PCF, d'un cadre national de centralisation. Celui-ci fait défaut aux socialistes, à la LDH ou à la CGT, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes [CVIA] ayant par nature des ambitions plus restreintes tant dans son recrutement (les « intellectuels ») que par sa vocation affirmée de se mettre « à la disposition des organisations ouvrières ». La SFIO paye aussi le prix de sa propre hétérogénéité, son aile gauche, la « Bataille socialiste », très active dans l'antifascisme, se divisant à son tour, Marceau Pivert se polarisant sur les questions de l'organisation de l'autodéfense au détriment de l'ouverture d'une perspective politique. Le « grand rassemblement national antifasciste » des 20-21 mai 1934, appelé par Amsterdam-Pleyel, est plutôt un succès, de nombreux comités locaux, y compris peu influencés par le PCF, y envoyant des délégués. Les tensions internes qui traversent le PCF jusqu'au tournant de la conférence d'Ivry (23-26 juin 1934) amènent nombre de militants à fortement s'investir dans le courant antifasciste et valorisent paradoxalement la position locale des communistes, en même temps qu'elles l'affaiblissent momentanément comme parti national. La captation partisane qui, à compter de l'été 1934, redonne la main aux formations politiques, ne ralentit que temporairement la dynamique du mouvement des comités, revitalisé au printemps suivant à l'approche du rassemblement du 14 juillet 1935. L'enquête commandée en juin 1935 par le ministère de l'Intérieur montre que les situations locales au sein d'un même département restent variées²⁷, mais que la mouvance antifasciste mobilise encore fortement avec des taux d'adhésion aux comités et de participation aux réunions qui restent impressionnants dans les petites ou moyennes communes, beaucoup plus que dans les grandes agglomérations : 80 adhérents dénombrés pour la Ligue antifasciste de Tournon (Ardèche), 60 à Aubenas (Ardèche) pour le Comité contre la guerre et le fascisme, 200 à Bellegarde (Ain), 150 pour le Comité de lutte contre la guerre et le fascisme de Voiron (Isère), 300 à celui de Vienne contre seulement 100 pour celui de Grenoble²⁸. Elle montre aussi que le PCF a considérablement amélioré sa position en un an, ce qui se traduit dans l'intitulé même des comités où la formule « contre la guerre et le fascisme », issue d'Amsterdam-Pleyel, l'emporte maintenant sur toutes les autres. Là où existent encore des comités rivaux, comme dans la Loire, où cohabitent un « comité de vigilance », dominé par les socialistes, et un « comité antifasciste », impulsé par les communistes, le second, bien que regroupant des effectifs moins nombreux, l'emporte nettement sur le premier en terme de dynamisme et d'initiative : selon les termes mêmes du préfet, il est le « promoteur du comité de coordination des forces antifascistes » du département et se trouve « à la tête de toutes les démonstrations antifascistes »²⁹.

- 14 Ces rappels incitent plutôt à des conclusions nuancées sur un sujet controversé. Si les communistes français jouent un rôle majeur dans la définition d'une offre politique antifasciste dans les années 1920, celle-ci ne rencontre guère d'échos, pour les raisons évoquées plus haut. Dans le second cycle antifasciste qui s'ouvre en février 1934, ils sont d'abord nettement marginalisés et ne peuvent « inventer » un antifascisme largement fabriqué en-dehors d'eux, sur des bases qui ne sont pas les leurs. Mais ils font preuve d'une indéniable capacité à ordonner sur un même plan les nouvelles pratiques militantes

qui se généralisent entre 1934 et 1935 (rites politiques visuels et « corporels », héroïsation des chefs³⁰), la défense de la République et la révolution. Le contenu du film de Jean Renoir, *La Vie est à nous*, propose une parfaite synthèse de la thématique communiste : si le fascisme est l'instrument à la fois de l'étranger et des « 200 familles », il est donc simultanément anti-ouvrier, anti-républicain, voire antinational et anti-paix, à l'inverse de l'antifasciste qui, par contrecoup, incarne les avantages cumulés de la défense de la République, du peuple ouvrier, de la Nation et de la Paix. À l'inverse, ceux des socialistes qui, tels les « pivertistes », sont les plus dynamiques dans le renouvellement des pratiques militantes les mettent souvent mal en rapport avec une défense républicaine et une affirmation nationale qui leur inspire méfiance³¹.

- 15 La réussite communiste est indéniable³², mais elle ne fait d'eux ni les démiurges de l'antifascisme ni les maîtres d'un jeu qu'ils contrôlèrent alors de bout en bout. Ce sera davantage le cas après 1945, dans le rejet d'un antifascisme de « basse intensité », dirigé successivement contre le RPF, les poujadistes, puis à nouveau contre Charles de Gaulle en 1958-1962.

NOTES

1. Voir notre ouvrage *L'Antifascisme en France (1922-2002). De Mussolini à Jean-Marie Le Pen*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.
2. Annie KRIEGLER, « Sur l'antifascisme », *Commentaire*, n° 50, été 1990, p. 299-302.
3. Voir Annie KRIEGLER et Stéphane COURTOIS, *Eugen Fried. Le grand secret du PCF*, Paris, Le Seuil, coll. « Archives du communisme », 1997, et, dans une autre optique, les travaux de Serge WOLIKOW, dont *Le Front populaire en France*, Bruxelles, Complexe, 1999, et son introduction à l'ouvrage *Komintern : l'histoire et les hommes. Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, dir. José Gotovitch et Mikhaïl Narinski, Paris, Éditions de l'Atelier, 2001, p. 15-92.
4. BDIC Nanterre, fonds de la Ligue des droits de l'homme [ALDH], F delta rés. 798.
5. Sur la LDH, voir Emmanuel Naquet, *La Ligue des Droits de l'Homme : une association en politique (1898-1940)*, thèse, Fondation nationale des sciences politiques, 2005, consultable en ligne : http://ecoledoctorale.sciences-po.fr/theses/theses_enligne/naquet_hist_2005/naquet_hist_2005.pdf
6. Arch. nat., versement 20010216.
7. « Un scandale à Nice », *L'Humanité*, 6 novembre 1922.
8. *L'Humanité*, 18 janvier 1923.
9. *L'Humanité*, 16 novembre 1924.
10. *L'Humanité*, 19 décembre 1922.
11. Émile Kahn établit ainsi une typologie des fascismes européens, distinguant le « fascisme hongrois, militariste et faux-monnayeur », polonais « militariste et clérical », bulgare, « militariste et revanchard », etc : « Traitons le fascisme comme il le mérite », *Le Populaire*, 27 janvier 1927.
12. « Grande manifestation antifasciste », *L'Humanité*, 19 juin 1924.
13. APP BA 1910, copie de documents et de résolutions des GDA/JGA, notes de police, 20 avril et 7 mai 1927.

14. *L'Humanité*, 26 octobre et 11 décembre 1924.
15. *L'Humanité*, 15 et 22 décembre 1924.
16. Arch. dép. Isère, 55 M 4, rapport au sous-préfet de l'Isère, 26 avril 1926. Le rapport est complété par la reproduction des tracts distribués, dont celui d'un Groupement d'action contre le fascisme, qui appelle « citoyens » et « républicains » à opposer à la « livrée grotesque des chefs factieux des Chemises bleues » le « glorieux bonnet phrygien de tes aïeux de 1793 ».
17. Sur la LAURS, voir Emmanuel NAQUET, *Un mouvement typique de la France d'entre-deux-guerres : la LAURS*, maîtrise, Université Paris X, 1987.
18. Sur la « démobilisation » de la société française, voir « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », 14-18 *Aujourd'hui-Heute-Today*, 5, 2002.
19. Voir notre article : « Le poing levé. Du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique », *Le Mouvement social*, n° 212, juillet-septembre 2005, p. 77-91.
20. Arch. nat., F/7/13179, note de police, 5 juin 1926.
21. Voir notre article : « Quel antifascisme ? Ordres du jour et mots d'ordre des manifestations républicaines de février 1934 », *Cahiers Léon Blum*, n° 34, automne 2003, p. 99-111.
22. Archives de l'ex-Institut de recherches marxistes [IRM], bobine 708, « Délégation dans la 27^e Union régionale CGTU. Grève générale du 12 février 1934 », rapport d'Adrien Langumier.
23. Selon l'expression du secrétaire général du SNI, André Delmas.
24. IRM, bobine 708, lettre de C. Doucet à Thomas et Thibon, du Teil (copie à Benoît Frachon et Jacques Duclos), 15 février 1934 ; bobine 705, lettre de « Nallier » au secrétariat du PCF, 5 mars 1934.
25. IRM, bobine 684, interventions au Comité central du 14 mars 1934. Une partie de ces documents avait été publiée par Danielle Tartakowsky dans « Archives communistes. Février-juin 1934 », *Cahiers d'histoire de l'IRM*, n° 18, 1984, p. 25-83.
26. Pour une synthèse, voir notre contribution : « Processus de politisation et mobilisations politiques », dans Xavier VIGNA, Jean VIGREUX et Serge WOLIKOW, *Le Pain, la Paix, la Liberté. Expériences et territoires du Front populaire*, Paris, Éditions sociales, 2006, p. 29-42.
27. Arch. nat., 20010216/114 : ainsi en Isère, où le préfet signale une « baisse d'activité » à Grenoble, mais une « activité soutenue » à Vienne et à Voiron.
28. Arch. nat., 20010216/114, rapports préfectoraux (Ardèche, Ain, Isère).
29. Arch. nat., 20010216/114, rapport du préfet de la Loire, juillet 1935. Selon ses chiffres, le comité de vigilance rassemble 150 adhérents à Saint-Étienne, 200 à Firminy, 150 à Rive-de-Gier, alors que le comité Amsterdam-Pleyel a seulement 150 adhérents à Saint-Étienne et 30 au Chambon-Feugerolles, ce qui n'empêche pas le premier de « suivre les mots d'ordre » du second.
30. Voir Éric NADAUD, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire », *Le Mouvement social*, n° 153, octobre-décembre 1990, p. 9-32 ; notre propre article : « Le poing levé », art. cité ; et l'étude récente de Vincent CHAMBARLHAC, « L'héroïsation. Représenter, nécessité du Front populaire », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 103, 2008, p. 55-71.
31. Voir Thierry HOHL, *À gauche ! La gauche socialiste 1921-1947*, Dijon, EUD, 2004.
32. Marcel Cachin se réjouit, le 1^{er} juin 1935, du fait que les communistes ont réussi à « créer une mystique antifasciste », *Carnets*, tome IV : 1935-1947, Paris, CNRS Éditions, 1997, p. 231.

RÉSUMÉS

L'auteur de *L'antifascisme en France, de la marche sur Rome aux manifestations anti-Le Pen du 1^{er} mai 2002* s'interroge ici sur ce qui constitue une des composantes majeures de l'identité des gauches françaises. Le parti choisi a été d'étudier l'antifascisme par le bas et d'évaluer sa capacité à rassembler, d'en étudier le contenu et la généalogie. Cette étude s'est appuyée principalement sur la consultation du fonds 517-1 de l'Internationale, des fonds des Archives départementales, du fonds de la Ligue des droits de l'Homme conservés à la BDIC. Pour l'entre-deux-guerres et la relation entre le mouvement communiste et l'antifascisme, deux moments sont distingués : le premier antifascisme, de 1921 à 1926, proto-histoire de l'antifascisme ; le second antifascisme, à partir de février 1934, dans lequel le parti communiste développa une stratégie originale, qui le mit progressivement en position de force dans le mouvement antifasciste. En effet, à ses débuts, en février 1934, ses mots d'ordre « fermés », sectaires, l'isolaient. Mais, très rapidement, avant même le pacte d'unité d'action de juin 1934, il rééquilibra le rapport de force en sa faveur.

Ce résultat s'explique par le rôle central du comité Amsterdam-Pleyel, lié au parti communiste, mais qui acquit une liberté d'action importante et qui, ainsi, fournit un langage, un cadre d'action dans lequel se reconnaissaient les composantes du mouvement antifasciste, initialement éloignées du parti communiste. Il s'agit, avant tout, des innombrables comités qui se multiplièrent après le 12 février 1934 et dont les mots d'ordre reflétaient l'inspiration à la fois républicaine et de défense du mouvement ouvrier (« rouges-bleus », pour reprendre la terminologie de Gilles Vergnon). Ainsi, le Parti communiste, par sa plasticité, sa capacité à mettre sur le même plan les nouvelles pratiques militantes, le républicanisme, la perspective révolutionnaire joua désormais les premiers rôles dans le mouvement antifasciste, sans cependant l'instrumentaliser entièrement.

INDEX

Mots-clés : comité Amsterdam-Pleyel, mouvement communiste, mouvement ouvrier

AUTEUR

GILLES VERGNON

Maître de conférences, GREPH-Université de Lyon-Sciences Po Lyon